



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 22/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS HINDERCHIED RECYCLAGE ET VALORISATION**

2 route de Vichy  
Lieu dit Le marais  
63430 Les Martres-D'artière

Références : 20250122-RAP-63-0079-inspection\_hinderchied\_VuSL2.odt  
Code AIOT : 0005603116

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement SAS HINDERCHIED RECYCLAGE ET VALORISATION implanté 2 route de Vichy Lieu dit Le marais 63430 Les Martres-d'Artière. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle de la Dreal. Il s'agit de faire un point sur l'instruction du dossier de porter à connaissance concernant l'ajout de la rubrique 2712-1. Cette visite fait également suite à une réclamation anonyme concernant les activités du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS HINDERCHIED RECYCLAGE ET VALORISATION
- 2 route de Vichy Lieu dit Le marais 63430 Les Martres-d'Artière
- Code AIOT : 0005603116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hinderchied Valorisation et Recyclage est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-01520 du 5 novembre 2015 modifié le 22 mai 2023 pour la collecte et le transit d'accumulateurs au plomb (rubriques 2710-1-a et 2718-1), le traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791-1 pour 100 tonnes/jour), la collecte de déchets non dangereux (rubrique 2710-2) et le transit et regroupement de déchets métalliques (rubrique 2713-1).

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	nouvelle activité 2712	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 6.2.1 et 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Auto surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 8.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
12	exercice défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	nature des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 1.2.1	Sans objet
3	admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 2.1.3	Sans objet
7	Sécurité électrique	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7.3.1	Sans objet
8	système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7.3.1	Sans objet
9	système de confinement des eaux souillées	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra prendre les dispositions techniques et organisationnelles sur les constats suivants :

- **Constat n°2 : nouvelle activité 2712** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015 article : 1.6.1
- **Constat n°4 : gestion des eaux** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015 article : 4.3.1
- **Constat n°5 : émissions sonores** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015 article : 6.2.1 et 8.2.2
- **Constat n°6 : sécurité incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015 article : 7.2.3
- **Constat n°10 : Auto surveillance des eaux de surface** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015 article : 8.2.1
- **Constat n°11 : plan de défense incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023 article : 5
- **Constat n°12 : exercice défense incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023 article : 6

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : nature des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 1,2,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantitatif
<b>Prescription contrôlée :</b> 2718 : Stockage accumulateurs au plomb : 25 t 2791 : 100 t / jour 2710 : 2000 m <sup>3</sup> de déchets non dangereux 2713 : 1526 m <sup>2</sup> de transit de métaux
<b>Constats :</b> Rubrique : 2718. :quantité présente : 23 t de batteries au plomb (pas de batteries au lithium) Activité transit stockage groupement de métaux : 200 tonnes  Le jour de l'inspection, aucun VHU n'était présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : nouvelle activité 2712

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 1,6,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance, en novembre 2024, concernant l'ajout d'une nouvelle activité rubrique 2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage. D'après le dossier transmis, la zone liée à cette activité sera d'environ 350 m<sup>2</sup>.

La décision N° 2024-UDCAP63-KK-002 en date du 9 février 2024, à l'issue d'un examen au cas par cas, en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement précise que, le projet de modification de l'installation classée pour la protection de l'environnement de la société Hinderchied Recyclage et Valorisation située sur la commune des Martres-d'Artière, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Après analyse du dossier par l'inspection des installations classées, le contenu des différents éléments fournis ne paraît pas, à ce stade d'examen de la demande, être complet et contenir les éléments de justification nécessaires à l'instruction du dossier porter à connaissance.

**Les demandes de compléments concernent les thématiques ou points suivants :**

- **Article 5 - tableau du respect de prescriptions ministérielles de l'arrêté du 26/11/12 p7/35-** implantation de la nouvelle activité par rapport aux constructions de la zone d'activité (transmettre un plan détaillé et à l'échelle, avec un périmètre de 100 m par rapport aux limites de propriété)

- **Article 12 - tableau du respect de prescriptions ministérielles de l'arrêté du 26/11/12 p12/35 :** préciser les modalités ou opérations de dépollution (à l'abri)

- **Article 25 - tableau du respect de prescriptions ministérielles de l'arrêté du 26/11/12 p22/35 :** les doubles parois des cuves ne constituent pas une équivalence d'un système de rétention, et par conséquent, un dispositif de rétention adapté est nécessaire.

- **Point V :** Préciser le dimensionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ; en prenant en compte l'activité 2712.

- **Transmettre un plan détaillé et coté de l'activité 2712 : dossier PAC p19/21-** transmettre un plan à l'échelle de l'installation avec la localisation précise des différentes zones de la future activité 2712. (zone de réception des VHU non dépollués, atelier de dépollution...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 :** admission des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 2,1,3

**Thème(s) :** Risques accidentels, pont bascule

<p><b>Prescription contrôlée :</b> Modalités d'admission des déchets</p> <p>Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont-basculé agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique en ce qui concerne les professionnels, et par une petite bascule pour les particuliers.</p> <p>Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.</p>
<p><b>Constats :</b> Contrôle annuel du pont-basculé : mai 2024 (Ademi pesage) Contrôle annuel du portique de détection de radioactivité : septembre 2024 (m2c) Les aires de réception sont sectorisées par des blocs béton empilables. L'ilotage par typologie de déchets, ou activités est présent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : gestion des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 4,3,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux exclusivement pluviales susceptibles d'être polluées ;</li> <li>• les eaux domestiques ;</li> <li>• les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> <u>Transmettre le plan des réseaux d'eaux sous 6 mois</u> Le séparateur déboureur a été nettoyé en juin 2024. Le BSD est consulté en séance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 5 : émissions sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 6,2,1 et 8,2,2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p>

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)

	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 8.2.2 : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivant le début de l'activité puis tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué en 4 points minima, 2 en limites de propriété et 2 en ZER, points qui seront proposés par ULMANN et devront être validés par l'inspection des installations classées, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

#### Constats :

Une campagne de mesure a été réalisée en février 2022 par le bureau d'études ORFEA acoustiques et a permis d'évaluer les niveaux de bruit en Limite de Propriété et en ZER (Zones à Émergence, Réglementée qui est une zone d'habitation ou habitable à proximité du site). Ces données ont permis de construire un modèle numérique de la situation sonore incluant la presse cisaille.

#### Réaliser une campagne de mesure des émissions sonores sous 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 6 : sécurité incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7,2,3

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

Article 7.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- un poteau d'incendie sur le réseau public au niveau de la zone d'activité, à 30 m du site ; il permet de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup> par heure pendant une durée d'au moins deux heures ; sa prise de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil. L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux

<p>présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan sécurité incendie est affiché à l'entrée du site.</p> <p>Une borne incendie est située à proximité de l'entrée du site. <b><u>L'exploitant devra se rapprocher du gestionnaire du réseau d'eau pour connaître le débit sous 2 mois. Il devra transmettre le justificatif aux services de la DREAL sous 2 mois.</u></b></p> <p>Extincteurs contrôlés par Chubb en octobre 2024.</p> <p>Deux lances incendies sont présentes et contrôlées par SICLI en novembre 2024. <b><u>À l'avenir l'exploitant devra veiller à laisser un espace libre suffisant pour pouvoir facilement accéder à celles-ci.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Sécurité électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7,3,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.3.1. Installations électriques</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vérifications électriques annuelles réalisées par DEKRA :</p> <p>Les justificatifs sont consultés en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport Q19 (thermographie infrarouge) : réalisé 28 février 2024</li> <li>- rapport Q18 (vérifications électriques) : réalisé le 5 juin 2024 (une observation)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : système de détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7,3,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, local batterie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.3.2. Systèmes de détection</p> <p>Le site est équipé d'une détection incendie dans le local de stockage des batteries.</p>
<b>Constats :</b> conforme, les détecteurs sont présents.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : système de confinement des eaux souillées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 7,4,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif d'isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Le calcul conduit à prescrire une capacité de rétention de 75 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'un dispositif de confinement (cuve enterrée de 75 m<sup>3</sup>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Auto surveillance des eaux de surface**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 8,2,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fréquence d'analyses minimum est mise en œuvre en ce qui concerne les eaux pluviales avant rejet au réseau collectif :</p> <p>Paramètres</p> <p>pH</p> <p>température</p> <p>MES</p> <p>DCO</p> <p>DBO5</p> <p>Hydrocarbures totaux</p> <p>Fréquence annuelle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Non-conformité : la dernière analyse date de 2020. L'exploitant devra faire réaliser une analyse des rejets des eaux de surface, sous 2 mois</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours
<b>Constats :</b> <u><b>L'exploitant devra transmettre le plan de défense incendie aux services du SDIS du secteur.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : exercice défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation et exercice
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
<b>Constats :</b> <u><b>L'exploitant devra organiser un exercice de défense incendie sous 6 mois et transmettre le justificatif.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois